

PRÉFECTURE DU BAS-RHIN

DIRECTION DES ACTIONS DE L'ÉTAT

Bureau de l'Environnement et de l'Urbanisme

ARRÊTÉ PREFECTORAL COMPLEMENTAIRE

du **15 MAR. 2001**

**prescrivant à la Société des Carrières de SAINT NABOR un suivi analytique
des eaux souterraines et superficielles à l'aval de l'atelier d'entretien des véhicules
suite au sinistre survenu entre le 5 et 7 mars 1999**

**Le Préfet de la Région Alsace
Préfet du Bas-Rhin**

- VU** le Code de l'environnement, livre V, titre premier, et notamment son article L 512-7,
- VU** le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 et notamment son article 18,
- VU** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières,
- VU** les arrêtés préfectoraux du 17 mars 1999 (arrêté d'urgence) et du 24 mai 2000 (prescrivant des investigations supplémentaires), faisant suite à l'accident survenu entre le 5 et le 7 mars 1999,
- VU** le rapport du 14 novembre 2000 de la Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement chargée de l'inspection des installations classées,
- VU** l'avis de la Commission départementale des carrières en date du **31 JAN. 2001**

CONSIDÉRANT que malgré les travaux de dépollution effectués par la Société des Carrières de SAINT NABOR suite au sinistre survenu entre le 5 et le 7 mars 1999, des concentrations sensibles d'hydrocarbures sont toujours mesurées dans les eaux souterraines et les sols,

CONSIDÉRANT la proximité d'une conduite d'alimentation en eau potable avec les terrains touchés par la pollution,

CONSIDÉRANT qu'il convient, pour la préservation des intérêts mentionnés à l'article L 512-7 du Code de l'environnement, d'effectuer un suivi du site afin de pouvoir détecter toute anomalie éventuelle,

APRES communication à l'exploitant du projet d'arrêté,

SUR proposition du Secrétaire général de la Préfecture du Bas-Rhin,

ARRÊTE

Article 1^{er} :

La Société des Carrières de SAINT NABOR, 67530 SAINT NABOR réalisera **annuellement** des prélèvements et analyses des eaux souterraines et superficielles prélevées dans les piézomètres PZ 1 et PZ 2 ainsi que dans le fossé situé en contrebas du bassin de décantation de la carrière (cf. le plan ci-annexé indiquant la localisation du fossé et des piézomètres).

Les prélèvements seront effectués dans les règles de l'art et les analyses, réalisées par un laboratoire agréé porteront sur les paramètres pH, conductivité, DCO, hydrocarbures totaux.

Les résultats seront transmis **annuellement** à la Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement d'Alsace. Le premier résultat concernera l'année 2001.

Article 2 : Frais

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté seront à la charge de la Société des Carrières de SAINT NABOR.

Article 3 : PUBLICITE

Conformément à l'article 21 du décret du 21 septembre 1977 modifié, un extrait du présent arrêté en énumérant les conditions et faisant connaître qu'une copie en est déposée aux archives des mairies de SAINT NABOR et d'OTTROTT et mise à la disposition de tout intéressé, sera affiché dans ladite mairie. Un extrait semblable sera inséré aux frais du pétitionnaire, dans deux journaux locaux ou régionaux.

Article 4 :

- Le Secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin,
 - le Sous-préfet de MOLSHEIM,
 - les Maires de SAINT NABOR et d'OTTROTT,
 - le Commandant du Groupement de gendarmerie,
 - les inspecteurs des installations classées de la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement,
- sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera notifiée à la Société des Carrières de SAINT NABOR

Pour ampliation
P. le Secrétaire Général
le Secrétaire administratif

Francine SPRAUL



LE PRÉFET
P. Le Préfet
Le Secrétaire Général

MICHEL LAFON

Délai et voie de recours (article L 514-6 du Code de l'environnement)

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif :

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où elle a été notifiée,
- par les tiers, les communes intéressées ou leurs groupements (...), dans un délai de quatre ans à compter de sa publication ou de son affichage.

PREFECTORAL DU 15 MAR 2001
(SOCIETE DES CARREIERS DE
ST NAZAIRE)

